

Grand débat national – CERNY – 2 février 2019

- Synthèse-

1- Transition écologique

1-1 Observations :

Agriculture : produits locaux et bio, circuits courts, transition des terres,
ex : l'Île de France import 90 % de sa nourriture, alors qu'avec des terres parmi les plus riches du pays, la population pourrait être entièrement nourrie sur place.

Énergie : les logements sont des passoires thermiques à 70 %, les diagnostics énergétiques, techniquement plus complets, doivent aussi servir à fixer les loyers, comme le marché de l'immobilier, l'éducation écologique à l'école est encore trop faible.

1-2 Propositions :

- Faire connaître le bilan/carbone sur toutes les choses consommées, qu'il s'agisse d'objets ou de produits alimentaires ;
- Favoriser la consommation alimentaire par ventes directes et circuits courts, en supprimant la TVA sur les produits de saison, bio et locaux vendus directement par le producteur au consommateur ;
- Limiter puis supprimer le gaspillage alimentaire des particuliers et des magasins ;
- Supprimer l'usage des pesticides dans l'agriculture ;
- Favoriser la coopération agricole et la mutualisation entre agriculteurs locaux et bio ;
- Créer des jardins et potagers pédagogiques dans les écoles ;
- Engager la conversion des terres agricoles vers les produits alimentaires locaux pour les humains en substitution de l'agriculture industrielle intensive animale ;
- Établir de nouvelles règles sur la récupération des objets, avec notamment l'interdiction des objets en plastique non et lutter contre l'obsolescence programmée ;
- Tous les déchets devraient être valorisés ;
- dans les réglementations sur les économies d'énergie et les normes de logement, éviter les changements trop fréquents ;
- mieux développer les énergies naturelles : soleil, vent, biomasse dont le développement d'une filière française de panneaux solaires ;
- faire prendre en charge la part de la dépense énergétique due à la mauvaise isolation par le propriétaire, car dans de nombreux logements, les 2/3 de l'énergie part à la rue pour seulement 1/3 qui sert à chauffer réellement ;
- l'information du citoyen et l'éducation précoce étant premières pour les progrès des comportements : ouvrir les écoles à des personnes ressources qui peuvent exister dans la commune.

2 - Démocratie et citoyenneté

2-1 Observations :

- Les niveaux des collectivités sont trop nombreux ;
- Les corps intermédiaires (syndicats, associations) ont perdu leur rôle ;
- Les élus, par leur milieu d'origine, par leur métier d'origine ne sont pas assez diversifiés ;
- Un président élu dans un scrutin à 2 tours peut-il représenter l'ensemble des français ;
- Le citoyen doit pouvoir mieux exister entre deux élections ;
- Le scrutin majoritaire aux élections législatives fait que les députés ne sont pas le

- reflet des votes au niveau national ;
- La réflexion doit se développer sur ce que doit être l'écosystème démocratique aujourd'hui ;
- L'Assemblée Nationale est-elle suffisamment représentative ?
- Le mille-feuille administratif est peu lisible et trop coûteux en ressources (nombre d'élus, de fonctionnaires). Il éloigne la décision du citoyen.

2-2 Propositions :

- Élection du Président de la République : revenir au mandat de sept ans, mais non renouvelable ou mandat de 5 non renouvelable ;
- prise en compte du vote blanc, avec l'annulation de l'élection si le nombre de votes blancs dépasse les 50 %;
- contre le vote obligatoire ;
- Aux élections législatives : mettre une part de proportionnelle ;
- Renouveler les députés par moitié comme cela se faisait pour les conseils généraux ;
- Suppression des Départements et renforcement des compétences des Régions, selon la répartition suivante : à l'État le régalien (Défense, Diplomatie, Justice, Police), à la Région les autres services publics ;
- Renforcer les pouvoirs du Maire ;
- Favoriser la fusion des communes, en respectant l'identité des anciennes communes ;
- Les pratiques démocratiques (éducation au débat, ...) doivent être pratiquées à l'école ;
- Supprimer le niveau départemental, renforcer la décentralisation et les compétences des régions.

3 - Organisation de l'État et des services publics

3-1 Observations :

Santé-Social:

- Les tarifs des EHPAD sont trop élevés ;
- Il y a trop peu de personnel dans les maisons de retraite et une trop forte proportion de personnels précaires. Cela induit des salaires médiocres, une forte charge, de mauvaises conditions de travail et donc un fort turn-over;
- Il y a un manque de soignants dans les hôpitaux ;
- Trop d'établissements privés parmi les EHPAD.

La Poste et les autres services de proximité :

- Les démarches uniquement accessibles par internet laissent sur le bord de la route les personnes qui n'ont pas d'accès internet ou ne savent pas l'utiliser ;
- Les transports en communs ne sont pas assez développés, adaptés dans les espaces ruraux.

Avoir un débat sur ce qu'est « un service public rentable », la rentabilité n'étant pas d'abord simplement financière, et même si l'étude coût / efficacité doit être faite,

Comment avoir une démarche pro-active et comment développer le maillage de proximité, comment mieux « aller vers » ?

L'Éducation et la petite enfance :

- les classes sont surchargées ;
- la prise en charge des élèves handicapés est insuffisante ;

- considérer ce thème pour absolument prioritaire.

Le groupe de travail souhaite que soit rétablie entre les concitoyens la CONFIANCE .

3-2 Propositions :

Prendre soin de nos anciens :

- Les retraites et pensions doivent suivre l'inflation ;
- Les tarifs de maisons de retraite doivent être fixés en fonction des ressources, patrimoine inclus, de la personne ;
- Développer les familles d'accueil pour les personnes âgées, leur assurer un statut professionnel et assurer un contrôle régulier ;
- Reconnaître l'intérêt du maintien à domicile des personnes âgées, développer les services : hospitalisation à domicile, portage de repas, visites conviviales ;
- Développer les Résidences-autonomies.

Accès aux services publics :

- Rendre plus accessibles les maisons des services publics : leur polyvalence, leur accès par navettes-auto
- Rapprocher les services : faire circuler des bus ou camping-car dans les zones rurales fournissant tout l'éventail des services publics et l'accompagnement associé ;
- Les agences postales devraient systématiquement proposer la fourniture de liquidités, éventuellement sur rendez-vous;
- Les facteurs devraient assurer à nouveau ce service pour les personnes ne pouvant se déplacer ;
- Promouvoir la fonction d'écrivains publics.

Scolarité :

- Réduire les effectifs dans les classes ;
- Favoriser l'inclusion des enfants handicapés à l'école et créer plus de postes d'auxiliaires de vie scolaire pérennes avec un statut.
- Développer l'accueil des tout petits en crèches et halte-garderies, avec des tarifs fixés en fonction des ressources des parents.

Transports :

- Meilleurs accès aux gares ;
- Synchronisation des horaires bus/trains ;
- Développer le co-voiturage avec des avantages fiscaux et des réductions de primes d'assurance;
- Adapter la taille des autocars en fonction de la fréquentation et développer les transports propres, électriques.

4 – Fiscalité et dépenses publiques

4-1 Observations

Celles-ci tournent essentiellement autour d'une plus grande justice et de la dénonciation des abus des hauts revenus.

4-2 Propositions :

- Rétablissement de l'ISF ;
- Établir un plan rigoureux du remboursement du déficit public et de la dette, qui engage l'État sur un calendrier ;
- Baisser la fiscalité des PME-PMI pour favoriser l'embauche et développer les formations en vue d'une évolution professionnelle;

- limiter l'échelle des salaires ;
- Limitant les hauts revenus ;
- Ne pas défiscaliser les heures supplémentaires ;
- Dans les réductions des dépenses publiques, préserver la Santé, la Défense nationale et l'Éducation ;
- Re-nationaliser des services transférés au privé : l'eau, les autoroutes,... ;
- Dans les retraites et avantages, l'exemplarité doit venir du haut ;
- Développer l'intéressement des salariés dans l'entreprise ;
- Réquisition obligatoire des logements vacants, les bureaux compris.

Le groupe de travail s'est également interrogé sur l'organisation territoriale :

- Questions sur l'utilité de la Région et des communautés de communes ;
- Réduire le mille-feuille administratif ;
- Trop d'acteurs différents dans un département ;
- Interdiction stricte du cumul des mandats ;
- Réduction du nombre de parlementaires.